

HANSON, Stephen H. and Willfried SPOHN (dir.). *Can Europe Work ? Germany and the Reconstruction of Postcommunist Societies*. Vancouver, UBC Press, 1995, 248 p.

Jean Lévesque

Volume 28, numéro 1, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703726ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703726ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lévesque, J. (1997). Compte rendu de [HANSON, Stephen H. and Willfried SPOHN (dir.). *Can Europe Work ? Germany and the Reconstruction of Postcommunist Societies*. Vancouver, UBC Press, 1995, 248 p.] *Études internationales*, 28(1), 191–194. <https://doi.org/10.7202/703726ar>

Française visant à abolir la distinction entre dépenses obligatoires (DO) et dépenses non obligatoires de manière à fournir au Parlement européen un rôle plus actif (les DO relevant du seul conseil). Elle est consciente des obstacles; c'est pourquoi son exposé comme celui de Friedmann porte principalement sur la fraude. Sujet extrêmement intéressant et, je dois le dire, incroyable pour un profane. Actuellement, il est impossible de vérifier les dépenses énormes des Fonds structurels et des dépenses agricoles. Le contrôle relève des États membres, mais les règles précises pour les dépenses du budget communautaire n'existent pas! Elle suggère comme C. Westendorp, que l'on fixe un nouveau rôle au budget européen (et en particulier, de nouvelles ressources). Ce dernier note avec raison que ce budget est la résultante de la simple addition des «différents paquets de dépenses». À la veille de l'Union économique et monétaire, ne devons-nous pas coordonner d'une manière plus efficace les politiques macro-économiques. Pour y arriver, il faudra consentir à d'énormes efforts.

Ce petit livre de 92 pages est excellent; il résume parfaitement le débat sur la question du budget européen et il est accompagné de tableaux (indiquant entre autres les définitions importantes) et de figures. Je le recommande à tous ceux et celles – y compris le grand public – intéressé(e)s par le problème de l'intégration européenne.

Jean-Pierre THOUÉZ

Département de géographie
Université de Montréal, Canada

Can Europe Work? Germany and the Reconstruction of Postcommunist Societies.

HANSON, Stephen H. and Willfried SPOHN (dir.). Vancouver, UBC Press, 1995, 248 p.

Lorsque les responsables du colloque dont on allait tirer les textes qui composent cet ouvrage, en l'occurrence la Henry Jackson School of International Studies de l'Université de Washington et la Deutsche Akademische Austauschdienst (Service allemand d'échanges académiques), organisèrent une conférence sur les problèmes posés par la reconstruction de l'Europe de l'Est et sur le rôle potentiel que pourrait y jouer l'Allemagne réunifiée, l'optimisme idéaliste d'un Fukuyama semblait nettement remis en cause. Qui plus est, la relecture de Polanyi ou d'un Schumpeter donnait des arguments de poids aux pessimistes inquiétés par les ratés de la libéralisation et par le retour en force des nationalismes européens. Enfin, le rôle traditionnel dominant de l'Allemagne dans cette région allait-il faire renaître la menace d'un *Grossraumwirtschaft* (ensemble économique élargi), comme ce fut le cas entre 1871 et 1945, ou bien le géant allemand allait-il utiliser son pouvoir économique pour faciliter le passage sans heurt de ses partenaires vers la démocratisation et le marché? Ce questionnement sert, sans conteste, d'articulation principale à l'ouvrage dirigé par Stephen Hanson et son collègue berlinois, Willfried Spohn.

Plus spécifiquement, trois problématiques donnent le ton aux différentes parties de ce recueil à savoir un questionnement sur la nature des

nationalismes est-européens, par une comparaison avec les nationalismes classiques d'Europe de l'Ouest, une analyse des possibilités d'un retour de l'hégémonie allemande en Europe centrale et orientale, autant politique qu'économique, et une réflexion sur les problèmes d'implantation d'une économie de marché. Cette dernière partie relève principalement de l'analyse macro et micro-économique alors que les deux premières sont nettement orientées par une approche historique où le regard des observateurs tente d'embrasser le développement du nationalisme et l'intégration allemande sur une période allant de l'unification bismarckienne jusqu'à nos jours.

D'entrée de jeu, les textes de Leah Greenfeld et d'Arista Maria Cirtautas mettent en évidence les aspects romantiques et ethnistes qui caractérisent les nationalismes est-européens, du fait de leurs racines intellectuelles allemandes et russes et de par les aléas de la politique inter-européenne, dans laquelle certains régimes nationalistes est-européens offraient des perspectives de stabilisation de la politique intérieure de leur pays respectif. Ce dernier point est développé en détail par Cirtautas. De plus, les succès du discours nationaliste dans cette partie de l'Europe s'expliquent par la fonction d'inclusion, toutes classes sociales confondues, des représentants de la nation, à condition bien sûr qu'ils soient issus du groupe ethnique dominant. Il est difficile d'en dire autant des différentes formes qu'a pris le discours libéral en Europe de l'Est depuis l'effondrement du bloc soviétique dans lequel le citoyen libéral se doit de présenter un comportement économique fortement rationalisé sous

peine de se voir qualifier de rétrograde, comme dans le discours d'un Mazowiecki en Pologne, par exemple. Toujours en Pologne, le rôle politique joué par l'Église catholique a subi des mutations importantes depuis le premier gouvernement non communiste. L'article d'Eva Morawska montre bien que l'Église polonaise, qui donna au nationalisme polonais un de ses principaux combattants, ce qui est bien connu, connaît depuis l'accession au pouvoir du premier gouvernement non communiste, une perte considérable de son influence politique, vivant une véritable privatisation de la foi, ce qui l'est beaucoup moins.

La question allemande, longtemps perçue en Europe comme étant le problème allemand, continue de susciter des réflexions de grand intérêt, comme les articles qui composent la partie centrale de l'ouvrage dirigé par Hanson et Spohn. Ce dernier d'ailleurs présente un survol historique de l'intégration allemande en Europe, soulignant que le nationalisme allemand d'avant 1945, créé par une symbiose entre l'absolutisme prussien et le mouvement national démocratique qui orientalisa le pays, ne se présente plus sous les mêmes formes depuis la défaite des Nazis. Bien intégrée à l'ensemble économique européen, dans lequel elle joue un rôle prédominant, l'Allemagne risque peu de démontrer des intentions agressives à l'endroit de ses voisins est-européens, ses structures géo-économiques et géo-culturelles l'ancrant bien solidement à l'Europe. L'intégration nationale a été achevée et sert pour ainsi dire à occidentaliser la République fédérale, contrairement à

l'Allemagne du début du siècle marquée par les tensions entre catholiques et protestants, autant que par les problèmes présentés par les minorités nationales. Cette note optimiste se retrouve aussi dans les conclusions d'Ivan T. Berend. Son article sur la pénétration économique allemande en Europe orientale tend à démontrer que la mise en tutelle que l'Allemagne a progressivement imposée jusqu'en 1945 à ses voisins de l'Est européen sous la forme d'un *Grossraumwirtschaft* risque peu de se reproduire. Berend conclut que la garantie d'une harmonisation économique en Europe de l'Est dépend étroitement de l'intégration allemande dans la Communauté européenne et du rôle qu'y jouera le géant économique allemand. Toutefois, l'expérience yougoslave démontre bien, comme le suggère Aleksa Djilas que l'Allemagne, et en particulier sa droite, n'a pas complètement réussi à chasser les vieux démons de son nationalisme d'avant 1945. L'appui téméraire porté à l'endroit de la Slovénie et de la Croatie cache un discours dans lequel la Serbie, perçue comme byzantine, autoritaire et crypto-communiste, constitue une menace pour les alliés de l'Allemagne dans la défense de la civilisation européenne contre l'Orient. La pression allemande sur ses partenaires de l'Union européenne, pour l'appui des indépendances des ex-républiques yougoslaves, eut des conséquences néfastes lors de la guerre civile, alors que les partisans de la fédération yougoslave perçurent cet appui comme une marque supplémentaire de l'animosité de l'Ouest à l'endroit de la Serbie. De plus, l'appui précoce de l'Allemagne aux indépendances slovène et croate donna des

arguments à ceux qui, en Serbie du moins, ont vu cette faveur comme la marque de la renaissance de l'alliance croato-allemande datant de la Seconde Guerre mondiale, en plus de faire en sorte que l'Union européenne supporta les régimes pseudo-démocratiques mis en place dans les nouveaux États indépendants. Hormis le fait que Djilas doute que l'Allemagne ait des prétentions impérialistes en Europe centrale et orientale, il pointe du doigt cette impossibilité allemande de se défaire de ses vieux préjugés à l'endroit de la Yougoslavie, créés par le nationalisme allemand version pré-1945, et du même coup met en évidence cette difficulté à surmonter son passé.

Enfin, la troisième partie de l'ouvrage, consacrée aux mécanismes d'implantation du capitalisme en Europe de l'Est, présente des conclusions originales. D'abord, Kazimir Poznanski s'attarde aux facteurs pouvant expliquer la récession du début des années 1990 en Europe de l'Est et souligne l'importance d'aspects micro-économiques tels les comportements individuels des entreprises, capables d'élaborer des stratégies de mise en marché cohérentes, mais continuellement freinées dans leur développement par des problèmes d'approvisionnement et de crédit, conséquence de l'état fort primitif des institutions bancaires dans les ex-démocraties populaires. De plus, le flou entourant la notion de droits de propriété a pu créer une certaine réticence à l'investissement. Ainsi, Poznanski renouvelle considérablement notre compréhension des mécanismes de stabilisation économique en Europe de l'Est, car jusqu'ici la plupart des spécialistes s'entendaient pour voir dans les fluc-

tuations de la demande et dans l'écoulement des stocks improductifs les causes principales de la récession frappant les premiers gouvernements non communistes. De son côté, Stephen Hanson propose une relecture de *The Great Transformation* de Karl Polanyi, plus particulièrement de son interprétation de la lutte politique entre Tories et Benthamiens en Angleterre durant la première moitié du XIX^e siècle. Il applique les conclusions de Polanyi au cas de la Russie post-communiste, selon lesquelles l'implantation d'une société orientée vers le marché ne se fait en aucun cas naturellement, et établit un parallèle entre les Benthamiens anglais partisans d'une liquidation de toutes formes de subsides étatiques – comme les Gaidariens russes – et les Tories anglais du XIX^e siècle, qui favorisaient le maintien des formes de compensation aux ouvriers et paysans de classes – que Hanson compare aux forces opposées aux réformes radicales en Russie. Pour Hanson, tout le système économique post-stalinien peut être vu comme un véritable État-providence, au niveau de l'entreprise même, comparable à ce qu'étaient les Speenhamland anglais, organismes de paroisse payant les ouvriers selon un salaire minimum quotidien, nonobstant le type de travail effectué. Il en conclut que les adversaires du marché qui bénéficient des erreurs des ultra-libéraux ont beau jeu et rien ne garantit que les conclusions de Polanyi – sur le recours au fascisme devant l'abandon des tenants du marché – ne se produisent en Russie. Le parallèle historique est certes fort intéressant, mais on peut inverser la perspective et avancer que le ralentissement des réformes par les centristes ne consti-

tue pas une retraite définitive devant les forces opposées au marché, mais peut être vue comme une chance de préserver un minimum de cohésion sociale.

La littérature concernant les réformes en Europe de l'Est est déjà relativement importante mais l'ouvrage dirigé par Spohn et Hanson sera sûrement le bienvenu, surtout pour des articles fort intéressants concernant le rôle joué par l'Allemagne dans la reconstruction économique de ses voisins est-européens. Il est cependant dommage que les trois parties de l'ouvrage n'y soient pas précisément consacrées, surtout parce que les premiers articles apportent peu de connaissances nouvelles à la question du nationalisme en Europe de l'Est, sauf bien sûr l'article de Cirtautas, relativement original. Un peu plus de cohésion entre les différentes parties aurait été souhaitable, mais la tâche est souvent ardue de faire concorder les intérêts individuels des chercheurs participant à un même colloque. Quoi qu'il en soit, la question allemande en Europe centrale et orientale continuera sûrement d'alimenter des réflexions de ce genre. On ne peut que le souhaiter.

Jean LÈVESQUE

Département d'histoire
University of Toronto, Toronto

**The State of the European Union,
vol. 3: Building an European
Policy.**

RHODES, Carolyn and Sonia MAZEY
(dir.). Boulder, Lynne Rienner, 1995,
520 p.

Ce troisième volume d'une collection qui paraît tous les deux ans